CC

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 45.762/4
DU 20 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 24 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public et l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

Cette disposition tend à permettre la subsidiation par la Région de Bruxelles-Capitale d'investissements relatifs aux cimetières, columbariums ou crématoriums situés en-dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale lorsqu'il s'agit de biens appartenant à des communes ou à des intercommunales bruxelloises.

Selon l'article 92*bis*, § 2, e), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles [(1)], les régions sont tenues de conclure un accord de coopération pour le "règlement des questions relatives ... aux cimetières qui dépassent les limites d'une région ou qui sont situés dans une autre région que la commune à laquelle ils appartiennent".

La question se pose de savoir si la conclusion d'un accord de coopération est en conséquence une exigence préalable à l'exercice par les Régions de leur compétence de subsidier les investissements réalisés par leurs communes dans des cimetières qui sont situés dans une autre région.

La question appelle une réponse négative pour les motifs suivants. En vertu de l'article 1er de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, "chaque commune doit disposer d'un cimetière au moins". L'ordonnance en projet met en effet en

---

(1) Inséré par l'article 18, 1/, de la loi spéciale du 13 juillet 2001.

oeuvre la compétence régionale, visée à l'article 6, § 1er, VIII, 10/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles de financer les missions à remplir par les communes et par d'autres personnes de droit public dans les matières qui relèvent de la compétence des Régions.

L'exigence posée par l'article 92*bis*, § 2, e), exclut qu'une Région détermine unilatéralement les règles applicables aux cimetières qui dépassent les limites d'une Région ou qui sont situés dans une autre région que celle de la commune à laquelle ils appartiennent [(2)].

Dès lors que l'ordonnance en projet ne relève pas de la compétence de réglementer les cimetières, mais bien de la compétence de financer les communes pour les missions qu'elles remplissent dans les matières qui relèvent de la compétence des Régions, la Région de Bruxelles-capitale n'excède pas sa compétence territoriale en subventionnant les communes bruxelloises qui effectuent des investissements dans leurs cimetières, sans distinguer selon que ces cimetières sont ou non situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et ce même en l'absence de conclusion de l'accord de coopération obligatoire visé à l'article 92*bis*, § 2, e), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Il va de soi que les investissements réalisés par les communes bruxelloises dans les cimetières dépassant les limites de la Région de Bruxelles-Capitale ou situées sur le territoire d'une autre Région devront respecter la réglementation en vigueur relative à de tels cimetières, cette réglementation ne pouvant être modifiée par les Régions que par ou en vertu de l'accord de coopération à conclure obligatoirement entre elles.

---

(2) Voir en ce sens l'avis 35.604/1/V, donné le 7 août 2003, sur un avant-projet de décret (de la Région flamande) devenu le décret du 20 janvier 2004 sur les funérailles et sépultures (Doc. parl., Vl. Parl, 2003/2004, n/ 1864/1, p. 47), dans lequel la section de législation souligne que le décret en projet ne peut, notamment, déterminer unilatéralement les règles applicables aux cimetières situés en Région flamande mais qui appartiennent à des communes d'une autre Région; voir également l'avis 43.028/2, donné le 10 octobre 2007, sur un avant-projet d'ordonnance devenu l'ordonnance du 13 décembre 2007 modifiant la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et les sépultures en vue d'un traitement digne des restes des foetus nés sans vie (Doc. parl., Parl. R.B.C., 2006-2007, A-333/2, p. 6), dans lequel la section de législation indique que l'ordonnance ne peut s'appliquer qu'"aux cimetières qui sont situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et qui ne dépassent pas les limites de ce territoire".

Article 3

Dans la phrase liminaire, il convient de préciser que l'article 5*bis* de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, inséré par l'ordonnance du 27 juin 2002, a été modifié par l'ordonnance du 23 février 2006.

L'article 5*bis* serait mieux rédigé comme suit :

"La partie de la dotation triennale d'investissement dont il est constaté qu'elle n'est pas utilisée pour des projets inscrits dans le programme triennal d'investissement visé à l'article 8 est ajoutée à la dotation triennale de développement en cours et est affectée à la subsidiation au taux de cent pour cent d'investissements visés à l'article 17, 4/" [(3)].

Par ailleurs, le texte néerlandais devrait également être corrigé : le mot "investering" devant être mis au pluriel. Mieux vaut donc remplacer, tant dans sa version néerlandaise que dans sa version française, le texte de l'article 5*bis*.

Article 5

Il résulte des travaux préparatoires de l'ordonnance du 16 juillet 1998 précitée que le texte adopté par le Parlement comprend les mots "ceux que les" que le 1/ du présent article tend à insérer dans le texte français de l'article 10, § 1er, alinéa 2, de

---

(3) Tel était le texte suggéré par le Conseil d'État dans son avis 32.966/4, donné le 6 mars 2002, sur l'avant-projet d'ordonnance devenu l'ordonnance du 27 juin 2002 modifiant l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, avis qui avait été incorrectement reproduit dans le document parlementaire n/A-238/1, tant dans sa version française que néerlandaise. Le projet d'ordonnance, qui traduisait l'intention de son auteur de suivre la suggestion du Conseil d'État, contenait également de telles erreurs de plume, tant en français qu'en néerlandais. Le texte adopté en séance plénière, tel qu'il figure dans le compte-rendu intégral de la séance du 21 juin 2002, diffère tant du texte du projet que de celui publié au Moniteur belge du 13 juillet 2002, mais contient également une erreur matérielle dans le texte français.

.../...

cette ordonnance [4]. L'absence de ces mots dans le texte publié au Moniteur belge résulte donc non pas d'une erreur matérielle dans le texte adopté, mais bien d'une erreur dans la publication au Moniteur belge. La correction de cette erreur matérielle doit donc faire l'objet d'un erratum au Moniteur et non d'un projet de texte modificatif.

La même observation vaut pour le 3/ du présent article.

Article 7

1. Bien que l'exposé des motifs et le commentaire de l'article ne l'indiquent pas, les 1/ et 2/ de cette disposition du projet tendent à étendre l'octroi des subsides à charge de la dotation triennale de développement, actuellement limités aux communes, à d'autres personnes, que le projet qualifie de "demandeurs".

Les bénéficiaires de ces subsides ne sont toutefois pas à proprement parler des "demandeurs", puisque l'alinéa 2 de l'article 14 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 précitée prévoit que les projets subsidiables dans ce cadre sont "proposés ... par le Gouvernement".

Du reste, il convient d'indiquer précisément quelles sont les personnes qui peuvent ainsi se voir proposer des projets. Mieux vaudrait donc remplacer le mot "demandeurs" par les mots "personnes visées à l'article 4".

2. Il y a lieu de préciser ce qu'il convient d'entendre par "type d'investissement".

---

[4] Voir CRI, séance plénière du 10 juillet 1998, p. 1113.

Article 8

1. La modification proposée au b) n'a pas lieu d'être. L'erreur matérielle que l'auteur du projet prétend corriger ne se trouve en effet ni dans le texte adopté par le Parlement [5], ni dans le texte publié au Moniteur belge [6].

2. Ainsi que l'a signalé le fonctionnaire délégué, le d) doit être omis. La modification en projet est en effet déjà effectuée par une ordonnance adoptée par le Parlement bruxellois le 19 décembre 2008 [7].

Article 9

Compte tenu des modifications apportées à l'article 2 et à l'article 16, 7/, de l'ordonnance du 16 juillet 1998 précitée, par les articles 2 et 8, d), de l'avant-projet, la section de législation se demande s'il ne convient pas de viser également les columbariums dans le nouvel article 17, 3/, en projet.

Article 10

Les investissements visés aux articles 16 à 18 ne constituent pas nécessairement des travaux puisqu'ils peuvent également consister en l'acquisition de biens.

---

(5) *Ibid*., p. 1116.

(6) Cette erreur matérielle figure en effet seulement dans le texte coordonné publié en ligne par le Ministre de la Justice (Justel).

(7) Doc. parl., Parl. R.B.C., CRI, n/ 10 (2008-2009), 19 décembre 2008, séance de l'après-midi, p. 55.

Il serait donc plus correct de rédiger la modification en projet comme suit :

"à condition qu'elles se rapportent à des travaux et que ceux-ci soient effectivement réalisés".

Article 11

La rédaction de cette modification en projet est perfectible : d'une part, les travaux et études qui portent sur des immeubles pour lesquels une demande de classement a été introduite ne sont pas subsidiables sur la base de la législation relative à la conservation du patrimoine immobilier aussi longtemps qu'ils ne sont pas effectivement classés [8]; d'autre part, les mots "demandes de classement" sont imprécis car une procédure de classement peut résulter, soit d'une initiative du Gouvernement, soit d'une proposition de la Commission royale des monuments et des sites, soit d'une demande du propriétaire lorsque son bien est inscrit sur la liste de sauvegarde [9].

Par ailleurs, mieux vaudrait profiter de la présente modification pour mettre à jour les références auxquelles renvoie la disposition modifiée : l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier a en effet été abrogée, ces dispositions ayant été reprises au Titre V du Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

Mieux vaudrait donc remplacer l'article 20 de l'ordonnance du 16 juillet 1998, plutôt que le modifier et le rédiger comme suit :

"Art. 20. Ne sont pas subsidiables en vertu de la présente ordonnance les travaux et études qui sont subsidiables en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ou en vertu du chapitre V, du Titre V du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, ainsi que les travaux et études qui se rapportent à des biens du patrimoine immobilier qui font l'objet d'une procédure de classement."

---

(8) Article 240 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

(9) Article 222, § 1er, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

Article 12

1. Au a), il est préférable de ne pas insérer un nouvel alinéa dans une énumération. Mieux vaut compléter le 2/ sans créer de nouvel alinéa.

2. Au c), il faut remplacer les mots "et ne pas" par "ni" et non par "ou".

Article 13

Il est préférable de maintenir la rédaction actuelle du deuxième alinéa de l'article 24 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 précitée.

En effet, comme la section de législation l'a rappelé dans différents avis [(10)], la Cour Constitutionnelle a condamné à plusieurs reprises des dispositions qui appliquent, en matière de notification d'un acte administratif faisant courir un délai, la "théorie de l'émission" [(11)]. Il y a donc lieu de lui préférer la "théorie de la réception".

Si l'intention de l'auteur du texte est d'uniformiser les procédures administratives, il est préférable de généraliser la mise en oeuvre de la "théorie de la réception". Le cas échéant, il y a lieu de modifier l'alinéa 4 de l'article 24 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 précitée.

---

(10) Voir l'avis 43.965/4, donné le 11 février 2008, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2008 fixant le montant ainsi que le délai et les modalités de paiement des amendes administratives en application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voiture avec chauffeur.

(11) C.C., arrêt 170/2003 du 17 décembre 2003, B.6 et note d'observations J.-Fr. Van Drooghenbroeck, "Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception", J.T, 2004, p. 47, et plus récemment, C.C., arrêt 43/2006 du 15 mars 2006, B.10 à B.12 et C.C., arrêt 162/2007 du 19 décembre 2007, B.3 à B.5.

Article 16

Au 1), il n'y a pas lieu de modifier l'orthographe du mot "quatre-vingt" dès lors que dans le texte adopté par le Parlement ce nombre était écrit en chiffres [(12)].

Au 3), l'alinéa en projet serait mieux formulé comme suit :

"La liquidation du solde du subside sur la base du décompte final provisoire clôt le dossier".

Article 17

Le texte en projet ne fait pas apparaître clairement à quelles "proportions" il est fait référence pour la liquidation du subside pour la réalisation d'études.

Le texte sera revu pour tenir compte de cette observation, en veillant à orthographier correctement le texte français.

Articles 20 et 21

Ces deux dispositions doivent être interverties.

Dans leur phrase liminaire, il y a lieu de préciser que les dispositions modifiées ont été insérées par l'ordonnance du 14 décembre 2006.

Dans la phrase liminaire de la seconde disposition, il s'agit de la même ordonnance.

Observation finale

L'avant-projet sera divisé en chapitres et non en titres.

---

(12) *Ibid.*, p. 1121.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

CC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.762/4
VAN 20 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 december 2008 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen en de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

Deze bepaling heeft tot doel subsidiëring door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van investeringen met betrekking tot begraafplaatsen, columbaria of crematoria buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mogelijk te maken, wanneer het gaat om goederen die eigendom zijn van Brusselse gemeenten of intercommunales.

Volgens artikel 92*bis*, § 2, e), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen [(1)] moeten de gewesten een samenwerkingsakkoord sluiten voor de "regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben (...) op de begraafplaatsen die de grenzen van een gewest overschrijden of die gelegen zijn in een ander gewest dan de gemeente waartoe ze behoren".

De vraag rijst of het sluiten van een samenwerkingsakkoord bijgevolg een voorafgaande vereiste is voor de uitoefening door de gewesten van hun bevoegdheid om subsidies te verlenen voor investeringen door hun gemeenten met betrekking tot begraafplaatsen die gelegen zijn in een ander gewest.

---

(1) Ingevoegd bij artikel 18, 1/, van de bijzondere wet van 13 juli 2001.

Op die vraag moet een negatief antwoord gegeven worden om de volgende redenen. Krachtens artikel 1 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging moet "iedere gemeente (...) over ten minste één begraafplaats beschikken". Met de ontworpen ordonnantie wordt immers uitvoering gegeven aan de bevoegdheid van de gewesten, bepaald in artikel 6, § 1, VIII, 10/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, om de financiering van de opdrachten uit te voeren door de gemeenten en door andere publiekrechtelijke rechtspersonen in de tot de bevoegdheid van de gewesten behorende aangelegenheden.

Met de verplichting die opgelegd wordt in artikel 92*bis*, § 2, e), wordt belet dat een gewest eenzijdig de regels bepaalt die van toepassing zijn op de begraafplaatsen die de grenzen van een gewest overschrijden of die gelegen zijn in een ander gewest dan de gemeente waartoe ze behoren [(2)].

Aangezien de ontworpen ordonnantie niet kadert in de bevoegdheid om regelgevend op te treden met betrekking tot begraafplaatsen, maar wel in de bevoegdheid om gemeenten de nodige financiering te verlenen voor de opdrachten die deze uitvoeren in aangelegenheden die tot de bevoegdheidssfeer behoren van de gewesten, treedt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet buiten zijn territoriale bevoegdheid wanneer het subsidies verleent aan de Brusselse gemeenten die investeren in hun begraafplaatsen, zonder dat daarbij een onderscheid wordt gemaakt naargelang deze begraafplaatsen al dan niet gelegen zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en zelfs zonder dat het vereiste samenwerkingsakkoord wordt gesloten dat bedoeld wordt in

---

(2) Zie in die zin advies 35.604/1/V, gegeven op 7 augustus 2003, over een voorontwerp van decreet (van het Vlaams Gewest) dat aanleiding gegeven heeft tot het decreet van 20 januari 2004 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging (Gedr. St., Vlaams Parlement, 2003/2004, nr. 1864/1, blz. 47), waarin de afdeling wetgeving benadrukt dat het ontworpen decreet onder andere niet eenzijdig mag bepalen "welke regels van toepassing zijn op begraafplaatsen van een gemeente behorend tot een ander gewest doch die op het grondgebied van een gemeente van het Vlaamse gewest zijn gelegen"; zie eveneens advies 43.028/2, gegeven op 10 oktober 2007, over een voorontwerp van ordonnantie dat aanleiding gegeven heeft tot de ordonnantie van 13 december 2007 tot wijziging van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging met het oog op een waardige behandeling van het stoffelijk overschot van levenloos geboren foetussen (Gedr. St., Br. H. Parl., 2006-2007, A-333/2, blz. 6), waarin de afdeling wetgeving stelt dat de ordonnantie enkel geldt "voor de begraafplaatsen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op het grondgebied van het Gewest liggen en de grenzen van het Gewest niet overschrijden".

.../...

artikel 92*bis*, § 2, e), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het spreekt vanzelf dat de investeringen die door de Brusselse gemeenten worden gedaan met betrekking tot de begraafplaatsen die de grenzen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overschrijden of gelegen zijn op het grondgebied van een ander gewest, de regelgeving die geldt voor zulke begraafplaatsen in acht moeten nemen, aangezien die regelgeving door de gewesten alleen gewijzigd kan worden door of krachtens het samenwerkingsakkoord dat door deze gewesten onderling gesloten moet worden.

Artikel 3

In de inleidende zin moet worden gepreciseerd dat artikel 5*bis* van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, ingevoegd bij de ordonnantie van 27 juni 2002, gewijzigd is bij de ordonnantie van 23 februari 2006.

Het verdient aanbeveling artikel 5*bis* te stellen als volgt :

"Het gedeelte van de driejarige investeringsdotatie waarvan wordt vastgesteld dat het niet wordt gebruikt voor projecten die ingeschreven staan in het driejarig investeringsprogramma bedoeld in artikel 8, wordt gevoegd bij de lopende driejarige ontwikkelingsdotatie en aangewend voor de subsidiëring tegen honderd procent van investeringen als bedoeld in artikel 17, 4**/**" [(3)].

---

(3) Dit is de tekst voorgesteld door de Raad van State in zijn advies 32.966/4, gegeven op 6 maart 2002, over een voorontwerp van ordonnantie dat aanleiding gegeven heeft tot de ordonnantie van 27 juni 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, welk advies op onjuiste wijze weergegeven is in het parlementair stuk nr. A-238/1, zowel wat de Nederlandse, als wat de Franse versie ervan betreft. Het ontwerp van ordonnantie waarin de bedoeling van de steller ervan weergeven werd om het voorstel van de Raad van State te volgen, bevatte eveneens talrijke schrijffouten, zowel in de Nederlandse als in de Frans tekst. De tekst die in plenaire zitting goedgekeurd is, zoals deze weergegeven wordt in het integraal verslag van de zitting van 21 juni 2002, verschilt zowel van de tekst van het ontwerp, als van de tekst die bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 13 juli 2002, maar bevat eveneens een verschrijving in de Franse tekst.

De Franse tekst zou overigens ook moeten worden gecorrigeerd zoals wordt voorgesteld in de Franse versie van dit advies. Derhalve zou zowel de Nederlandse als de Franse versie van artikel 5*bis* moeten worden vervangen.

Artikel 5

Uit de parlementaire voorbereiding van de voormelde ordonnantie van 16 juli 1998 blijkt dat de tekst die door het Parlement aangenomen is, reeds de woorden "ceux que les" bevat die bij dit artikel worden ingevoegd in de Franse tekst van artikel 10, § 1, tweede lid, van deze ordonnantie [(4)]. Dat die woorden ontbreken in de tekst die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is, vloeit dus niet voort uit een verschrijving in de aangenomen tekst, maar uit een vergissing bij de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad. Die vergissing dient dan ook te worden rechtgezet met een erratum in het Belgisch Staatsblad en niet met een ontwerp van wijzigingstekst.

Deze opmerking geldt eveneens voor onderdeel 3/ van dit artikel.

Artikel 7

1. Hoewel zulks in de memorie van toelichting en in de artikelsgewijze toelichting niet wordt aangegeven, strekken de onderdelen 1/ en 2/ van deze bepaling van het ontwerp ertoe het mogelijk te maken dat subsidies ten laste van de driejarige ontwikkelingsdotatie die thans alleen aan gemeenten kunnen worden toegekend, voortaan ook worden verleend aan andere personen die in het ontwerp worden bestempeld als "aanvragers".

De begunstigden van die subsidies zijn evenwel strikt genomen geen "aanvragers", aangezien in artikel 14, tweede lid, van de voormelde ordonnantie van 16 juli 1998 wordt bepaald dat de projecten die in dat kader voor subsidiëring in aanmerking kunnen komen, "worden ... voorgesteld door de Regering".

---

(4) Zie Integraal Verslag, plenaire vergadering van 10 juli 1998, blz. 1113.

Voorts dient precies te worden aangegeven aan welke personen aldus projecten kunnen worden voorgesteld. Het zou dan ook beter zijn het woord "aanvragers" te vervangen door de woorden "personen vermeld in artikel 4".

2. Er dient te worden gepreciseerd wat onder "investeringssoort" moet worden verstaan.

Artikel 8

1. De wijziging die voorgesteld wordt onder punt b) heeft geen reden van bestaan. De verschrijving die de steller van het ontwerp wil corrigeren, komt immers niet voor in de tekst die door het Parlement is aangenomen [(5)], noch in de tekst die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is [(6)].

2. Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft opgemerkt, dient punt d) te vervallen. De ontworpen wijziging is immers reeds tot stand gebracht door een ordonnantie die het Brussels Parlement op 19 december 2008 heeft aangenomen [(7)].

Artikel 9

Gelet op de wijzigingen die in artikel 2 en in artikel 16, 7/, van de voornoemde ordonnantie van 16 juli 1998 worden aangebracht bij de artikelen 2 en 8, d), van het voorontwerp, vraagt de afdeling wetgeving zich af of in het ontworpen nieuwe artikel 17, 3/, niet eveneens moet worden verwezen naar de columbariums.

---

(5) Ibid., blz. 1116.

(6) Die verschrijving komt immers alleen voor in de gecoördineerde tekst die on line bekendgemaakt is door Minister van Justitie (Justel).

(7) Gedr. St., BHP, I.V., nr. 10 (2008-2009), 19 december 2008, namiddagvergadering, blz. 55.

Artikel 10

De investeringen waarvan in de artikelen 16 tot 18 sprake is, zijn niet noodzakelijk werkzaamheden, aangezien het ook kan gaan om het verwerven van goederen.

Het zou dan ook correcter zijn de ontworpen wijziging als volgt te stellen :

"op voorwaarde dat ze verband houden met werkzaamheden en die werkzaamheden werkelijk zijn uitgevoerd".

Artikel 11

De redactie van deze ontworpen wijziging is voor verbetering vatbaar : ten eerste komen werkzaamheden en studies die betrekking hebben op onroerende goederen waarvoor een aanvraag tot bescherming is ingediend, niet in aanmerking voor subsidies op basis van de wetgeving betreffende de bescherming van het onroerende erfgoed zolang ze niet daadwerkelijk beschermd zijn [8]; ten tweede is het woord "klasseringsaanvraag" onjuist, aangezien een beschermingsprocedure het gevolg kan zijn hetzij van een initiatief van de regering, hetzij van een voorstel van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, hetzij van een verzoek van de eigenaar wanneer zijn goed ingeschreven is op de bewaarlijst [9].

Voorts verdient het aanbeveling om deze wijziging te baat te nemen om de in de gewijzigde bepaling vervatte verwijzingen bij te werken : de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed is immers opgeheven en de bepalingen ervan zijn overgenomen in Titel V van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

---

[8] Artikel 240 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

[9] Artikel 222, § 1, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

Het verdient dan ook aanbeveling om artikel 20 van de ordonnantie van 16 juli 1998 niet te wijzigen maar het te vervangen door de volgende tekst :

"Art. 20. Voor subsidie krachtens deze ordonnantie komen niet in aanmerking de werken en studies die in aanmerking komen voor subsidie krachtens de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken of krachtens Titel V, hoofdstuk V, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, en de werken en studies die betrekking hebben op goederen van het onroerende erfgoed waarvoor een beschermingsprocedure aan de gang is."

Artikel 12

1. Het is beter om in punt a) geen nieuw lid in te voegen in een opsomming. Het verdient aanbeveling onderdeel 2/ aan te vullen zonder een nieuw lid te doen ontstaan.

2. In punt c) dienen de woorden "et ne pas" te worden vervangen door "ni" in plaats van door "ou".

Artikel 13

De huidige redactie van artikel 24, tweede lid, van de voormelde ordonnantie van 16 juli 1998 wordt beter behouden.

Zoals de afdeling wetgeving in verschillende adviezen heeft opgemerkt [(10)], heeft het Grondwettelijk Hof immers reeds meermaals bepalingen veroordeeld waarbij de "theorie van de verzending" wordt toegepast wat betreft de kennisgeving van een

---

(10) Zie advies 43.965/4, gegeven op 11 februari 2008 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van 8 mei 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van het bedrag, alsook van de termijn en de nadere voorschriften voor betaling van de administratieve geldboetes met toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

bestuurshandeling die een termijn doet ingaan [11]. De voorkeur dient dus te worden gegeven aan de "theorie van de ontvangst".

Als het de bedoeling van de steller van de tekst is de administratieve procedures eenvormig te maken, is het beter om de toepassing van de "theorie van de ontvangst" te veralgemenen. In voorkomend geval dient artikel 24, vierde lid, van de voormelde ordonnantie van 16 juli 1998 te worden gewijzigd.

Artikel 16

In punt 1) bestaat er geen grond om de schrijfwijze van "quatre-vingt" te wijzigen, aangezien dat getal in de tekst die door het Parlement aangenomen is in cijfers was geschreven [12].

In punt 3) zou het ontworpen lid beter als volgt worden gesteld :

"Met de uitbetaling van het saldo van de subsidie op basis van de voorlopige eindafrekening wordt het dossier afgesloten."

Artikel 17

Uit de ontworpen tekst blijkt niet duidelijk welke verhoudingen bedoeld worden voor de betaling van de subsidie voor het maken van studies.

De tekst behoort aldus te worden herzien dat met deze opmerking rekening wordt gehouden, waarbij ervoor moet worden gezorgd dat er overeenstemming is tussen de spelling van de woorden "dans les même proportion" en "in dezelfde verhouding".

---

(11) Grondwettelijk Hof, arrest 170/2003 van 17 december 2003, B.6 en noot J.-Fr. Van Drooghenbroeck, "Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception", J.T., 2004, blz. 47, en van recentere datum, Grondwettelijk Hof, arrest 43/2006 van 15 maart 2006, B.10 tot B.12 en Grondwettelijk Hof, arrest 162/2007 van 19 december 2007, B.3 tot B.5.

(12) Ibid., blz. 1121.

Artikelen 20 en 21

De volgorde van deze beide bepalingen behoort te worden omgekeerd.

In de inleidende zin ervan dient te worden aangegeven dat de bepalingen die gewijzigd worden, ingevoegd zijn bij de ordonnantie van 14 december 2006.

In de inleidende zin van de tweede bepaling gaat het om dezelfde ordonnantie.

Slotopmerking

Het voorontwerp behoort te worden onderverdeeld in hoofdstukken in plaats van in titels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph.	HANSE,	kamervoorzitter,
	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
	J.	JAUMOTTE,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE